

BENMERADI CATÉGORIQUE :**«La règle du 49/51 sera maintenue»**

La règle du 49/51 régissant le partenariat et l'investissement est maintenue mais les règles de fonctionnement vont changer et le climat d'affaires sera amélioré.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, Mohamed Benmeradi, qui a ouvert hier, au pavillon S du palais des Expositions (Pins-Maritimes), le 1^{er} Salon national inversé de la sous-traitance (Sanist), le gouvernement «va améliorer le climat des affaires», en termes de «débueraucratization», notamment.

Une intention que le ministre de l'Industrie a exprimée lors de sa récente visite en France, où il a rencontré quelque 180 chefs de petites et moyennes entreprises, compréhensifs, selon lui, quant au système juridique algérien. Certes, la règle du 49/51 qui régit le partenariat et l'investissement «ne change pas», affirme M. Benmeradi.

Néanmoins, les règles de fonc-

tionnement, notamment dans le domaine juridique, vont changer même si «rien n'est annoncé», précise-t-il, élu sur la nature des changements envisagés, si ce n'est que l'exécutif œuvre à développer «un véritable guichet unique» au niveau de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) et consolider le pouvoir de décision des représentants institutionnels représentés.

Revenant sur son déplacement en France, voulu consolider un partenariat efficient et qu'il a qualifié de «visite positive», Mohamed Benmeradi a précisé que le projet Renault «avance bien», dans la mesure où les deux parties discutent plusieurs aspects d'ordre économique et commercial dont les volumes et modalités de commercialisation des véhicules fabriqués



Benmeradi insiste sur l'amélioration du climat des affaires.

ainsi que le taux d'intégration industrielle. Le développement d'une intégration industrielle nationale, il en est aussi question lors

de ce Sanist qui se poursuit jusqu'au 28 avril 2011, sous l'égide de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) et du

département de M. Benmeradi et auquel participent plus d'une cinquantaine d'entreprises algériennes multisectorielles, en quête de fournisseurs et prestataires de services sous-traitants.

A ce propos, Mohamed Benmeradi, qui a ouvert le Sanist en compagnie de son collègue au commerce, Mustapha Benbada, et du secrétaire général du ministère de l'Energie et des Mines, Fayçal Abbas, a exprimé la disponibilité de l'exécutif à accompagner les entreprises pour la certification de leurs produits et consolider le réseau de sous-traitance nationale. Et ce, dans la mesure où, la production nationale bénéficiant de la préférence, l'on entend agir en vue de réduire une facture d'importation en pièces de rechange et équipements qui avoisine les 3 milliards d'euros, avec seulement moins de 1% de produits fabriqués en Algérie que l'entreprise Sonatrach utilise.

C. B.

ABDELMALEK SELLAL AFFICHE SA SATISFACTION AU 7^e SALON DU POLLUTECH**«Nous avons gagné la bataille de l'eau»**

«Nous avons gagné la bataille de l'eau». Telle a été la déclaration faite hier par le ministre des Ressources en eaux, Abdelmalek Sellal, lors d'un point de presse improvisé en marge de sa visite au 7^e salon de Pollutech qui s'est ouvert hier à l'esplanade de l'hôtel Hilton. Pour M. Sellal, le prochain défi sera celui de la «qualité de l'eau».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le premier responsable du secteur de l'eau s'est dit satisfait des réalisations de son département. Selon lui, «Beaucoup de projets ont été réalisés dans le secteur de l'hydraulique». Sans détour, M. Sellal a lancé à l'adresse des journalistes venus nombreux couvrir l'ouverture du 7^e salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau que la «bataille de l'eau est désormais gagnée». Cependant, il n'en demeure pas moins qu'aux yeux du ministre «l'autre bataille qu'il faut gagner est celle de la qualité de l'eau à travers les différentes prestations».

A ce propos, le premier responsable du département des ressources en eaux a indiqué que l'Algérie dispose d'importantes réserves d'eau notamment à travers les grands barrages. Selon lui, cet état de fait dénote les importants efforts déployés par l'Etat dans ce secteur. En d'autres termes, pour Abdelmalek Sellal, il s'agit d'un «pari gagné» et ce, grâce à «une politique d'investissements massifs dont les résultats sont aujourd'hui palpables à travers aussi bien les nombreux projets réceptionnés — parfois de dimensions pharaoniques, que dans les effets sur le quotidien du citoyen qui en ressent tous les bienfaits». Satisfait certes, mais prudent tout de même, A. Sellal a rappelé qu'il ne faut pas baisser la garde et garder toujours à l'esprit que l'eau est un bien qui risque de se faire encore plus rare à l'avenir.

Ceci dit, le premier responsable du département de l'eau a indiqué qu'«après les grands centres urbains, il faudra désormais s'intéresser de plus près aux petites localités et autres zones enclavées du pays», en soulignant qu'il est «temps» de cerner les «insuffisances». En plus, il a indiqué en effet que la priorité sera accordée aux projets de proximité et avoir ins-



Pari gagné pour Abdelmalek Sellal.

truit les responsables locaux pour que l'eau parvienne jusqu'aux mechtas les plus éloignées, en axant leurs efforts sur les travaux de raccordement des réseaux d'AEP et d'assainissement.

«C'est une question d'équité et de justice ! Les citoyens de ces zones ont aussi

le droit d'accéder à cette ressource», a-t-il relevé, en assurant que s'il faut «annuler» des projets et les «remplacer» par d'autres, «on le fera», si on en juge le caractère d'urgence.

Par ailleurs, le ministre des Ressources en eaux a affirmé que le contrat de gestion déléguée des eaux des villes d'Annaba et d'El-Tarf attribué à l'opérateur allemand Gelssen-Wasser a été résilié. «Le contrat avec Gelssen-Wasser a été résilié la semaine passée et nous avons désigné un intérimaire algérien pour assurer la continuité de la gestion», a-t-il déclaré lors d'un point de presse.

Selon le ministre, la société allemande s'est «montrée incapable d'honorer ses engagements en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement dans ces deux villes».

Le contrat avait été attribué à Gelssen-Wasser en 2007 pour près de 50 millions d'euros.

Concernant la ville d'Alger, M. Sellal fera savoir qu'une offre de prolongation du

contrat de gestion de trois à cinq années supplémentaires a été récemment soumise à la société française Suez-Environnement. La gestion déléguée des eaux de la capitale avait été confiée au groupe français par l'Algérienne des eaux et l'Office algérien de l'assainissement en 2006 pour cinq ans et demi à Suez-Environnement pour 120 millions d'euros.

Enfin, il est à noter que ce 7^e salon a enregistré la participation de 350 exposants issus de 20 pays, qui présenteront leur savoir-faire, ce qui permettra aux visiteurs de découvrir la technologie et les services de l'eau.

Durant ces quatre jours, il sera, également, présenté des communications ayant trait aux différents thèmes tels que la mobilisation de l'eau, le traitement de l'eau, le transfert, le dessalement de l'eau de mer, la gestion de l'eau, les équipements, l'épuration des eaux usées, les stations d'épuration, l'irrigation des terres agricoles et l'économie de l'eau.

A. B.

ÉMISSION DU NOUVEAU BILLET DE 2 000 DINARS**Une simple restructuration monétaire**

L'émission d'un billet de banque de 2 000 dinars est une simple restructuration de la masse monétaire en circulation, sans aucune relation avec l'inflation.

A partir du 28 avril 2011, la Banque d'Algérie émettra un nouveau billet de 2 000 dinars qui circulera concomitamment avec les autres billets de banque actuellement en circulation (100 dinars, 200 dinars, 500 dinars et 1 000 dinars). De 160 mm x 71,7 mm de dimensions, cette coupure qui a été présentée hier aux médias par la Banque Centrale et l'Hôtel des monnaies, porte le thème de la science, la technologie et le développement endogène.

D'une tonalité générale bleu-verdâtre, ce billet porte également l'effigie de l'émir Abdelkader en filigrane. Il est doté de plusieurs éléments reconnaissables et éléments de sécurité, et est identifiable même par les

non-voyants. La création, l'émission et la mise en circulation de ce billet s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration de la circulation fiduciaire (billets de banque et pièces de monnaie) et sa sécurisation la plus absolue.

L'émission de ce billet vise notamment à augmenter l'offre de monnaie fiduciaire, enrichir la gamme de billets de banque qui passe à cinq coupures, et renforcer le rafraîchissement de la monnaie fiduciaire. De même, la Banque centrale veut moderniser le billet — dans la mesure où la série de coupures actuellement en circulation date des années 1990 — renforcer la lutte contre le faux monnayage et offrir une coupure en phase avec les développements technologiques en la matière.

Selon la Banque d'Algérie, l'émission de ce billet est «une simple restructuration» de la masse monétaire en circulation. Dans la

mesure où l'encours total des valeurs des billets en circulation ne change pas même si la quantité de billets diminue. En d'autres termes, pour un montant de 10 000 dinars par exemple, l'utilisation de 10 billets de 1 000 dinars chacun ou de 5 billets de 2 000 dinars ne change rien au montant.

En 2010, 25% de la masse monétaire était constituée de billets de banque et de monnaie et 75% de dépôts.

Cette nouvelle émission n'a pas de relation avec l'inflation ou une modification de la valeur du dinar, argue-t-on fermement à la Banque centrale, et pour le même motif. De même, l'on estime que l'émission de ce nouveau billet contribuera à satisfaire les besoins en encaissements au niveau des banques, d'autant que les besoins en liquidités commencent à s'accroître.

C. B.